

INFORMER ET PARTICIPER

un pari sur l'imagination et la responsabilité

Participer ! Le mot est en train de faire sa percée dans le quotidien. Son usage devient presque magique. Mais comme tous les mots qui font fortune, il court le risque de s'appauvrir si cette participation n'est pas synonyme d'amélioration de la qualité de l'information pour ceux qui sont incités à participer. S'il n'y a pas de circulation des informations, de toutes les informations, le débat n'existera pas ou sera faussé. Le pouvoir ne sera jamais partagé si ne s'instaure pas la volonté d'informer, de dire, même ce qui est désagréable.

L'information est partie du pouvoir puisque l'information reste trop souvent le privilège ultime du pouvoir. Mettre en place les moyens qui permettront au public de prendre en main la participation est un devoir pour la gauche, pour toute la gauche - n'en déplaise aux frileux du dialogue, aux avarés de la contradiction. Nulle politique, si bonne soit-elle, n'a de chances d'être comprise, acceptée, si elle n'est pas soumise au débat et à la contradiction. "Dis-moi ce que tu caches, et je te dirai, au fond, ce que tu es..."

Cette participation n'est pas, à elle seule, le gage d'une transformation radicale de notre environnement, mais elle doit avoir pour conséquence d'éviter de faire de l'environnement-gadget. Les politiques de l'environnement n'ont plus besoin d'être spectaculaires si elles sont bien greffées sur la réalité du milieu et des hommes. Mieux vaut passer un an à expliquer, faire comprendre et modifier que de perdre dix ans de la vie d'un quartier, d'une ville ou d'une région, avec un aménagement, consciemment ou inconsciemment, rejeté par la majorité des femmes et des hommes concernés.

C'est d'ailleurs là le véritable sens de la réforme de l'enquête d'utilité publique, adoptée par le parlement, à la demande du ministère de l'Environnement, quelles qu'aient été et restent encore les réticences de ceux qui préfèrent aménager d'abord et expliquer ensuite, quand il n'est plus possible de tenir compte des objections. "Trop tard !" : cette piètre excuse doit, peu à peu, disparaître du vocabulaire des élus et de l'administration.

Les collectivités locales découvrent que, sauf à vider la gestion de l'environnement de son contenu et de sa signification, rien ne peut se faire sans la participation active des associations et de la population. La participation est un impératif de la démocratie, mais aussi un pari sur l'imagination et la responsabilité. Par exemple, demander au public de participer au recueil des données de l'environnement qui font parfois si cruellement défaut, pallier les insuffisances du terrain qui conduisent aux erreurs et aux traumatismes sociaux, c'est, en fait, demander à des citoyens de ré-investir leur milieu, de le reconnaître, et donc de se l'approprier, après en avoir souvent été moralement expulsés.

Une telle politique permettra de faire surgir les solutions originales, adaptées. Les citoyens par le vote, l'action et le débat politique, participent à la définition des orientations générales. Il est temps aujourd'hui que chacun contribue à l'aménagement de son environnement quotidien.

Huguette BOUCHARDEAU

**Secrétaire d'État
auprès du Premier Ministre
chargée de l'Environnement
et de la Qualité de la Vie**